

Unité départementale de la Marne  
Parc Technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51100 Reims

Reims, le 14/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**VIVESCIA**

2 rue Clément Ader - BP 1017  
51100 Reims

Références : D1 i 2025-384  
Code AIOT : 0005701717

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/04/2025 dans l'établissement VIVESCIA implanté CHEMIN D'AULNAY 51510 MATOUGUES. L'inspection a été annoncée le 03/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VIVESCIA
- CHEMIN D'AULNAY 51510 MATOUGUES
- Code AIOT : 0005701717
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Vivescia exploite à Matougues un complexe céréalier composé de :

- deux silos verticaux béton d'un volume total de 57 440 m<sup>3</sup> (régime de classement : autorisation). Ces deux silos sont appelés « silo n°2 » pour la rangée constituée de 12 cellules verticales béton et 4 as de carreau, et « silo n°1 » pour la partie constituée de 24 cellules verticales béton et 12 as de carreau, dont 8 longent la voie ferrée Paris-Strasbourg ;
- un stockage de produits phytosanitaires d'une capacité de 95 tonnes soumis à déclaration ;
- un stockage d'engrais liquides de 300 m<sup>3</sup> de capacité soumis à déclaration ;
- un dépôt d'engrais solides non classé au titre des engrais solides à base de nitrate.

Le séchoir et le stockage de gaz associé ont été arrêtés et démantelés le 31/03/2021.

L'environnement du site est le suivant :

- la rivière « Marne » est à 50 mètres du silo 1, (elle n'est pas navigable à cet endroit) ;
- la première habitation est à plus de 300 mètres ;
- la voie ferrée PARIS-STRASBOURG se situe à environ 20 mètres du silo n°1 (fréquence de passage de plus de 30 trains de voyageurs par jour et 70 de fret) ;
- l'accès routier au site se fait par le chemin rural d'Aulnay sur Marne à Matougues qui compte moins de 2 000 véhicules par jour.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Thermométrie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 14/10/2011, article 2	Sans objet
2	Alerte SNCF	Arrêté Préfectoral du 14/10/2011, article 10.2	Sans objet
3	Installations électriques et de protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Sans objet
5	Vieillessement des structures	Arrêté Préfectoral du 14/10/2011, article 14	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La majorité des points contrôlés par sondage le jour de la visite sont conformes aux exigences réglementaires. L'exploitant est tenu cependant de mener des actions correctives par rapport au suivi thermométrique sur certaines cellules où des défaillances ont été constatées. De plus, l'acte administratif régissant les activités de l'établissement nécessitera d'être mis à jour.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/10/2011, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubriques ICPE
<b>Prescription contrôlée :</b>  Classement des installations et activités
<b>Constats :</b>  Le dernier arrêté préfectoral datant de 2011, la situation administrative du site nécessite une mise à jour. Les activités et les installations sont conformes au récapitulatif des installations classées présentées dans le dossier de cessation partielle d'activité de mars 2021. L'exploitant a transmis par courriel en date du 11/04/2025 la liste à jour des rubriques ICPE liées aux activités de l'établissement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Alerte SNCF

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/10/2011, article 10.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Procédure d'alerte
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une procédure d'intervention accompagne la mise en œuvre de ces dispositifs en précisant notamment la localisation et les caractéristiques du système mis en place. Cette procédure inclut l'alerte permanente de la SNCF en cas d'événement accidentel susceptible d'affecter la voie ferrée avec au minimum un essai annuel.
<b>Constats :</b>  La procédure est en place et le dernier essai a été réalisé par l'exploitant le 9 janvier 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Installations électriques et de protection contre la foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification périodique
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté. Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition

<p>de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le silo ne doit pas disposer de relais, d'antenne d'émission ou de réception collective sous ses toits, excepté si une étude technique justifie que les équipements mis en place ne sont pas source d'amorçage d'incendie ou de risque d'explosion de poussières. Les conclusions de cette étude doivent être prises en compte dans l'étude préalable relative à la protection contre la foudre.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Concernant le risque foudre, l'exploitant a transmis en amont de la visite l'analyse du risque foudre daté du 25 mai 2011, indiquant que "Le bâtiment ne nécessite pas la mise en place de dispositif de protection contre la foudre, le risque R1 étant inférieur au risque tolérable".</p> <p>Concernant le risque électrique, l'exploitant a transmis en amont de la visite le dernier rapport de vérification des installations électriques daté du 20/08/2024. Ce rapport fait état d'un écart de niveau 2 (moyen) lié à un manque d'affichage de l'indice de protection d'un équipement en zone ATEX. Depuis l'exploitant indique avoir revu le zonage ATEX de l'établissement. Le prochain contrôle des installations électrique ne devrait donc plus faire mention de ce point.</p> <p>L'inspection pourra faire le suivi de ce point lors d'une prochaine visite.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Thermométrie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification de l'efficacité de la thermométrie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement.</p> <p>La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de la visite, sur l'ensemble des cellules, 5 présentent des défaillances au niveau de la thermométrie (C18, C11, C14, C28 et C62). Le chef de silo a indiqué avoir sollicité la maintenance pour intervenir sur ces cellules. Dans ces cellules est actuellement stocké du grain de manière transitoire avant expédition. L'ensemble des cellules concernées feront l'objet d'une expédition de grain ou d'une vidange au plus tard fin de semaine 16.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection un engagement sur le délai d'intervention de la maintenance afin de réparer la thermométrie. Dans l'attente, l'exploitant s'engage à ne pas stocker de grains dans ces cellules ou du moins à assurer un taux de rotation important pour réduire au maximum le risque d'auto-échauffement (de l'ordre d'une semaine). Il justifiera à l'inspection les actions mises en place.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 5 : Vieillessement des structures**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/10/2011, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Procédure, suivi et travaux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de s'assurer de la tenue dans le temps des parois des silos. Il met en place a minima une procédure de contrôle visuel des parois de cellules, pour détecter tout début de corrosion ou d'amorce de fissuration. Ce contrôle est réalisé périodiquement, à une fréquence à déterminer par l'exploitant. En cas de constat de l'évolution des structures, un contrôle approfondi est mené (analyse du béton, résistance, ferrailage, ...) et, le cas échéant, l'exploitant prend les mesures de mise en sécurité des installations qui s'imposent. Pour les 8 cellules du silo n°1 côté voie ferrée : En plus des prescriptions du présent article et conformément à l'étude de dangers élaborée par l'exploitant, l'exploitant met en place le protocole de surveillance particulier des 8 cellules C11 à C18 du site de Matougues situées côté voie ferrée tel que décrit dans le document intitulé «Protocole de surveillance des cellules C11 à C18 du site de Matougues (51)» du BUREAU VERITAS du 17/12/2010. Ce protocole décrit les types de surveillance envisagés, les modalités de surveillance en interne et par un organisme externe, les périodicités de contrôle, les résultats des contrôles. Si les résultats de ces contrôles invitent à des investigations complémentaires, leur nature sera définie. Le protocole de surveillance et les résultats des contrôles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Les résultats sont à conserver pendant toute la durée de vie de l'installation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Deux cellules sont vérifiées annuellement ce qui permet de faire un bilan quinquennal de l'état de ces cellules, selon le protocole définit par Bureau Veritas (BV) en date du 17/12/2010. Un rapport en date du 24/06/2021 dresse le bilan des travaux et de la surveillance à réaliser. Des fissures horizontales et verticales avaient été décelées dans les cellule C11 à C14. Suite à cela, l'analyse menée par BV dans son rapport daté de septembre 2023, conclut à l'absence de risque imminent nécessitant des actions à court terme mais il a formalisé des recommandations uniquement. Il en va donc de la responsabilité de l'exploitant de prendre en compte les recommandations formulées à plus ou moins long terme.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite